

DÉCRET du Président de la République, du 24 février 1883, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer destiné à relier les mines de sel de *Montmorot* (Jura) avec le chemin de fer d'intérêt local de *Chalon-sur-Saône* à *Lons-le-Saulnier*; II, 29.

— 11 mai 1883, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer destiné à relier les puits d'extraction des mines de *Drocourt* à la gare d'*Hénin-Liétard* (chemin de fer du Nord); II, 258.

— 7 décembre 1885, prorogeant le délai fixé, par le décret du 17 novembre 1882, pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement du chemin de fer devant relier deux puits des concessions houillères de *Thivencelles* et d'*Escaupont* (Nord); IV, 307.

— 21 avril 1887, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer destiné à relier le canal d'*Aire* à la Bassée à la voie de raccordement des mines de *Marles* (Pas-de-Calais) au chemin de fer du Nord; VI, 143.

— 29 septembre 1887, déclarant d'utilité publique l'établissement de deux sections de chemins de fer à l'intérieur du périmètre de la concession des mines de houille de *Roche-la-Moitié* et *Firminy* (Loire); VI, 309.

— 7 avril 1888, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer destiné à relier la fosse n° 7 de la concession houillère de *Nœux* (Pas-de-Calais) à la voie ferrée des mines de *Nœux*, près la fosse n° 5; VII, 151.

DÉCRET du Président de la République, du 17 août 1888, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer destiné à relier les puits *Saint-Louis* des mines de *Blanzy* au lieu dit *Port-Montceau* (Saône-et-Loire); VII, 249.

— 15 novembre 1888, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer destiné à relier les fosses *Notre-Dame* et *Sainte-Marie* de la concession des mines de houille d'*Aniche* (Nord); VII, 364.

— 28 février 1889, déclarant d'utilité publique la construction entre la concession des mines de lignite de *Gardanne* et la mer d'une galerie souterraine destinée à l'assèchement des mines du bassin de *Fuveau* (Bouches-du-Rhône); VIII, 30.

— 27 août 1889, déclarant d'utilité publique le percement d'une galerie souterraine destinée à relier les mines de lignite de *Manosque* (Basses-Alpes) à la gare de ce nom; VIII, 236.

— 8 octobre 1889, déclarant d'utilité publique l'établissement d'une galerie souterraine d'écoulement destinée à relier les mines de fer de *Veyras* à la rivière d'*Ouveze* (Ardèche); VIII, 257.

— 26 août 1890, déclarant d'utilité publique l'établissement d'une conduite d'eau salée entre la saline d'*Urt* et le puits de *Gortague*, des concessions de *Gortague* et de *Bidart* (Basses-Pyrénées); IX, 321.

— 28 novembre 1890, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer destiné à relier les mines de houille de *Communay* (Isère) à la gare de *Chasse*; IX, 494.

DÉCRET du Président de la République, du 16 mai 1891, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer destiné à relier la nouvelle fosse d'*Avion* de la société de *Liévin* à son garage de *Lens* (Pas-de-Calais); X, 232.

DÉCRET du Président de la République, du 26 décembre 1891, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer destiné à relier les mines de *Crespin* à la gare de *Blanc-Mascon* (Nord); X, 378.

Carrières.

DÉCRET du Président de la République, du 31 juillet 1882, portant règlement pour l'exploitation des carrières du département de l'*Aisne*; I, 225.

— 31 juillet 1882, portant règlement pour l'exploitation des carrières du département des *Deux-Sèvres*; I, 225.

— 13 janvier 1883, portant règlement pour l'exploitation des carrières du département du *Loiret*; II, 20.

— 7 avril 1888, rejetant : 1° la demande des s^{rs} *Poncin* et *Merle* en concession de gisements de phosphates de chaux dans la commune de *Beauval* (Somme); 2° les demandes concurrentes présentées par le *Crédit agricole*; le s^r *Léopold Bernard*; les s^{rs} *Babeur* et consorts; VII, 155.

— 8 novembre 1888, rejetant : 1° la demande du s^r *Moise* en concession de gisements de matières phosphatées, notamment de phosphates de chaux dans la commune de *Beauval* (Somme); 2° les demandes concurrentes des s^{rs} *Bouthors* et consorts; VII, 364.

— 3 avril 1889, portant règlement pour l'exploitation des car-

rières du département de *Loiret-Cher*; VIII, 71.

DÉCRET du Président de la République, du 3 avril 1889, portant règlement pour l'exploitation des carrières du département de la *Vienne*; VIII, 77.

— 26 novembre 1889, portant règlement pour l'exploitation des carrières du département de la *Seine-Inférieure*; VIII, 366.

— 14 mars 1890, portant règlement pour l'exploitation des carrières du département de la *Charente-Inférieure*; IX, 138.

— 26 mai 1891, portant règlement pour l'exploitation des carrières du département de la *Loire-Inférieure*; X, 237.

— 24 juin 1891, portant règlement pour l'exploitation des carrières du département du *Calvados*; X, 246.

— 24 juin 1891, portant règlement pour l'exploitation des carrières du département de *Meurthe-et-Moselle*; X, 246.

— 24 juin 1891, portant règlement pour l'exploitation des carrières du département de la *Meuse*; X, 246.

DÉCRET du Président de la République, du 24 juin 1891, portant règlement pour l'exploitation des carrières du département des Vosges; X, 247.

— 15 juillet 1891, portant règlement pour l'exploitation des

carrières du département de Seine-et-Oise; X, 289.

DÉCRET du Président de la République, du 16 novembre 1891, portant règlement pour l'exploitation des carrières du département de la Marne; X, 375.

DEUXIÈME SECTION

APPAREILS ET BATEAUX A VAPEUR

ARRÊTÉ ministériel, du 24 décembre 1880, admettant l'association de l'Ouest à bénéficiaire, pour le département de la Loire-Inférieure, des dispositions de l'article 3 du décret du 30 avril 1880; I, 249.

— 28 mai 1881. *Idem.* Association lyonnaise, Ardèche; I, 249.

— 17 novembre 1881. *Idem.* Association normande, Orne; I, 249.

— 17 novembre 1881. *Idem.* Association du sud-ouest, Dordogne; I, 249.

DÉCRET du Président de la République, du 23 février 1882, portant modification des articles 2 et 3 du décret du 10 mai 1854 relatif aux frais et honoraires dus aux ingénieurs des mines pour épreuves d'appareils à vapeur; I, 16.

ARRÊTÉS ministériels, du 8 mai

1882, admettant l'Association de l'Ouest à bénéficiaire pour les départements de la Mayenne, de la Sarthe et des Deux-Sèvres, des dispositions de l'article 3 du décret du 30 avril 1880; I, 190.

ARRÊTÉ ministériel, du 4 juillet 1882. *Idem.* Association normande, Eure; I, 220.

— 28 août 1882. *Idem.* Association de l'Ouest, Vendée; I, 226.

— 8 février 1883. *Idem.* Association parisienne, Loiret; II, 26.

DÉCRET du Président de la République, du 9 avril 1883, portant règlement pour les bateaux à vapeur qui naviguent sur fleuves et rivières; II, 209.

ARRÊTÉ ministériel, du 20 juin 1883, instituant à Besançon, pour le département du Doubs, une commission de surveillance des bateaux à vapeur (navigation fluviale); II, 259.

ARRÊTÉ ministériel, du 29 juin 1883. *Idem.* Calais, Pas-de-Calais; II, 297.

— 30 juin 1883. *Idem.* Epinal, Vosges, II, 297.

— 16 juillet 1883. *Idem.* Nantes, Loire-Inférieure; II, 323.

— 18 juillet 1883. *Idem.* Mézières, Ardennes; II, 324.

— 27 juillet 1883. *Idem.* Bordeaux, Gironde; II, 341.

— 27 juillet 1883. *Idem.* Tours, Indre-et-Loire; II, 341.

— 27 juillet 1883. *Idem.* Dunkerque et Douai, Nord; II, 341.

— 27 juillet 1883. *Idem.* Rouen, Seine-Inférieure; II, 342.

— 6 août 1883. *Idem.* Laval, Mayenne; II, 347.

— 6 août 1883. *Idem.* Avignon, Vaucluse; II, 348.

— 7 août 1883. *Idem.* Compiègne, Oise; II, 348.

— 9 août 1883. *Idem.* Chambéry, Savoie; II, 348.

— 10 août 1883. *Idem.* Redon, Ille-et-Vilaine; II, 348.

— 1^{er} septembre 1883. *Idem.* Toulouse, Haute-Garonne; II, 396.

— 1^{er} septembre 1883. *Idem.* Angers, Maine-et-Loire; II, 396.

— 21 septembre 1883. *Idem.* Nancy, Meurthe-et-Moselle; II, 396.

— 1^{er} octobre 1883. *Idem.* Saint-Quentin et Soissons, Aisne; II, 396.

ARRÊTÉ ministériel, du 1^{er} octobre 1883. *Idem.* Arles, Bouches-du-Rhône; II, 396.

— 1^{er} octobre 1883. *Idem.* Mont-de-Marsan, Landes; II, 396.

— 1^{er} octobre 1883. *Idem.* Barle-Duc, Meuse; II, 397.

— 1^{er} octobre 1883. *Idem.* Bayonne, Basses-Pyrénées; II, 397.

— 1^{er} octobre 1883. *Idem.* Corbeil et Mantes, Seine-et-Oise; II, 397.

— 21 octobre 1883. *Idem.* Agen, Lot-et-Garonne; II, 397.

— 31 octobre 1883. *Idem.* Châlons, Marne; II, 397.

— 3 novembre 1883. *Idem.* Annecy et Thonon, Haute-Savoie, II, 425.

— 7 novembre 1883. *Idem.* Péronne, Somme; II, 425.

— 19 novembre 1883. *Idem.* Nîmes, Gard; II, 426.

— 19 novembre 1883. *Idem.* Chalon-sur-Saône, Saône-et-Loire; II, 426.

— 10 décembre 1883. *Idem.* Chalon-sur-Saône, Haute-Saône; II, 426.

— 12 décembre 1883. *Idem.* Chaumont, Haute-Marne; II, 426.

— 21 décembre 1883. *Idem.* Cognac, Charente; II, 426.

— 18 janvier 1884. *Idem.* Rochefort et Marans, Charente-Inférieure; III, 15.